



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 09/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/02/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MEDAN SA

75 AV RENE ANTOUNE
33320 Eysines

Références : UD33-CRA-26-202
Code AIOT : 0100237650

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/02/2026 dans l'établissement MEDAN SA implanté 75 AV RENE ANTOUNE 33320 Eysines. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite de contrôle s'inscrit dans le cadre d'une opération régionale coordonnée de l'inspection des installations classées et porte sur les produits chimiques présents dans l'installation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MEDAN SA
- 75 AV RENE ANTOUNE 33320 Eysines

- Code AIOT : 0100237650
- Régime : Déclaration avec controle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : {Non Renseigné}

La site SA MEDAN est un fournisseur d'engrais, semences, terreau et produits phytosanitaires à destination des professionnels de l'horticulture, du maraîchage et de la pépinière ainsi que des collectivités.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AR - 3
- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 09/03/2026, article L 512-8	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
2	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,	Demande d'action corrective	3 mois
5	Produits incompatibles	Arrêté Ministériel du 13/07/1998, article 2.1.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Registre entrée/sortie	Arrêté Ministériel du 13/07/1998, article 3.5	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Sans objet
4	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 13/07/1998, article 2.10	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant vérifie son classement ICPE au regard des quantités présentes sur site et procède aux

modifications administratives que cela implique. L'exploitant s'assure que l'ensemble des produits stockés ne présente pas d'incompatibilité et apporte des compléments à son état des stocks.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 09/03/2026, article L 512-8
Thème(s) : Situation administrative, Régime déclaration
Prescription contrôlée : Sont soumises à déclaration les installations qui, ne présentant pas de graves dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L. 511-1, doivent néanmoins respecter les prescriptions générales édictées par le préfet en vue d'assurer dans le département la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1. La déclaration inclut les installations, ouvrages, travaux et activités relevant du II de l'article L. 214-3 projetés par le pétitionnaire que leur connexité rend nécessaires à l'installation classée ou dont la proximité est de nature à en modifier notablement les dangers ou inconvénients. La déclaration vaut application des dispositions des articles L. 214-3 à L. 214-6.
Constats : Le site est classé sous le régime de la déclaration pour la rubrique 4130-1b et 1510 pour le régime DC. La déclaration de l'activité du site date de 1993. Depuis cette date, les rubriques 4XXX ont été introduites dans la nomenclature des installations classées. Le classement du site a été effectué automatiquement sans vérification de la réalité. Sur site, l'inspection des installations classées n'a trouvé aucun produit classé H331 (Toxique par inhalation) que ce soit dans les stocks ou dans les FDS disponibles.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Dans un délai de 3 mois , l'exploitant vérifie son classement au regard de la nomenclature des installations classées et procède le cas échéant à une télédéclaration. Il envoie à l'inspection des installations classées les éléments de justification de son classement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,
Thème(s) : Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
Prescription contrôlée : Article 31 ;Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la

<p>substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité.</p> <p>Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a une base de données avec l'ensemble des FDS à disposition. S'il en manque, l'exploitant déclare aller chercher sur internet ou demande à son fournisseur.</p> <p>En inspection, un opérateur a été interrogé afin de savoir s'il avait connaissance de l'existence des FDS. Ce dernier a déclaré ne pas les connaître et savoir comment y accéder.</p> <p>L'exploitant a sorti deux FDS sur demande de l'inspection des installations classées : - HORTIMEC : Insecticide classé H302, H319, H373, H400 et H410. - PREMAZOR TURBO : herbicide classé H319, H400 et H410.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant s'assure que l'ensemble de son personnel a connaissance et accès aux FDS des produits présents sur son site.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 3 : Mesures de maîtrise des Risques

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés.....dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;</p>
<p>Constats :</p> <p>Les FDS des produits cités au point précédent indiquent les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • HORTIMEC : <ul style="list-style-type: none"> ○ <i>Rubrique 5.1 : Moyens d'extinction - pour les petits feux, Pulvériser de l'eau ou utiliser de la mousse résistant à l'alcool, de la poudre sèche ou du dioxyde de carbone. Moyen d'extinction - pour les grands feux, Mousse résistant à l'alcool ou Eau pulvérisée, Ne pas</i>

utiliser un jet d'eau concentré, qui pourrait répandre le feu

- Rubrique 6.2 : Précautions pour la protection de l'environnement : Eviter tout déversement ou fuite supplémentaire, se cela est possible en toute sécurité. Ne pas déverser dans des eaux de surface ou dans les égouts.
- Rubrique 7.2 : Conditions nécessaires pour assurer la sécurité de stockage, tenant compte d'éventuelles incompatibilités : Pas de conditions spéciales de stockages requises. Garder les récipients bien fermés dans un endroit sec, frais et bien ventilé. Conserver hors de la portée des enfants. Conserver à l'écart des aliments des aliments et boissons, y compris ceux pour animaux.
- **PREMAZOR TURBO** :
 - Rubrique 5.1 : Moyens d'extinction appropriés : Mousse. Poudre sèche. Dioxyde de carbone. Eau pulvérisée. Sable. Agents d'extinction non appropriés : Ne pas utiliser un fort courant d'eau.
 - Rubrique 6.2 : Éviter la pénétration dans les égouts et les eaux potables. Avertir les autorités si le liquide pénètre dans les égouts ou dans les eaux du domaine public. Éviter le rejet dans l'environnement. 3
 - Rubrique 7.2 : Conditions nécessaires pour assurer la sécurité du stockage, tenant compte d'éventuelles incompatibilités. Conditions de stockage : Conserver uniquement dans le récipient d'origine dans un endroit frais et bien ventilé à l'écart des : Rayons directs du soleil. Garder les conteneurs fermés en dehors de leur utilisation. Produits incompatibles : Bases fortes. Acides forts. Matières incompatibles : Source d'inflammation. Rayons directs du soleil.

Par sondage, l'inspection des installations classées a vérifié le respect des préconisations des FDS :

- Les produits sont stockés dans un lieu magasin fermé au sec, à l'abri de la lumière, ventilé naturellement
- la présence de trois extincteurs dans le magasin et d'absorbant.

La rétention des produits et l'incompatibilité des produits est traité dans les points de contrôle suivants.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Capacités de rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/07/1998, article 2.10

Thème(s) : Risques chroniques, Rétention

Prescription contrôlée :

Cuvettes de rétention

Prescriptions spécifiques aux liquides toxiques

Pour tout stockage constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale avec un minimum de 800 litres.

Tout stockage comprenant des substances ou préparations de liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol, doit être associée à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

Les récipients fixes sont munis de jauge de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de

<p>remplissage. Le stockage sous le niveau du sol n'est autorisé que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés. L'étanchéité des réservoirs doit être contrôlable.</p> <p>La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour le dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé en condition normale.</p> <p>Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne doivent pas être associés à la même cuvette de rétention.</p> <p>Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Objet du contrôle :</p> <ul style="list-style-type: none"> - présence du volume requis de rétention pour les récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ; - présence du volume requis de rétention pour les stockages comprenant des substances ou préparations de liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ; - présence des jauges de niveau sur les récipients fixes ; - présence de limiteurs de remplissage (contrôle visuel ou documentaire) pour les stockages enterrés (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ; - présence de fosses maçonnées ou assimilées (contrôle visuel ou documentaire) (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ; - le dispositif d'obturation de la capacité de rétention est maintenu fermé en condition normale (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).
<p>Constats :</p> <p>Les produits sont placés sur des étagères. Le bâtiment est considéré par l'exploitant sur rétention du fait d'une dalle en béton et de la présence de deux barrières fixes, de type batardeaux, de 10 cm de haut au niveau de chaque entrée. Le bâtiment s'étend sur une surface de 100 m², soit une rétention de 10 m³. L'exploitant estime qu'au maximum le bâtiment peut stocker jusqu'à 4000 litres de produits soit 4m³.</p> <p>Il appartient à l'exploitant de s'assurer que le bâtiment considéré comme rétention est en mesure d'assurer le confinement des produits stockés en cas de déversement accidentel, notamment au regard de l'étanchéité de la dalle et de l'absence de dispositif d'évacuation vers l'extérieur. La question de la compatibilité des produits stockés est examinée dans le constat suivant.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Produits incompatibles

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/07/1998, article 2.1.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Incompatibilité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Prescriptions communes aux solides, liquides, gaz ou gaz liquéfiés toxiques</p> <p>Les substances ou préparations doivent être stockées par groupe en tenant compte de leur incompatibilité liée à leurs catégories de danger.</p>

<p>Constats :</p> <p>Par sondage et dans le magasin, l'inspection des installations classées n'a pas identifié de produits incompatibles stockés à proximité, notamment concernant les produits dont les FDS ont été édités.</p> <p>La rétention est commune à l'ensemble des produits.</p> <p>Sous les hangars où l'exploitant stocke des engrais, l'inspection des installations classées a remarqué la présence d'un produit solide avec le pictogramme CORROSIF à proximité de la cuve de fioul (classé INFLAMMABLE) ce qui constitue une incompatibilité.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Dans un délai de 3 mois, l'exploitant fait une vérification exhaustive de l'incompatibilité des produits stockés dans son magasin. Il s'assure notamment que les produits placés à proximité ou l'un au-dessus de l'autre dans les étagères ne sont pas incompatibles. Au besoin, l'exploitant procède à l'installation de rétentions individuelles sous les substances ou déplace les produits stockés pour que le déversement simultané des produits incompatibles dans la même rétention ne soit pas possible.</p> <p>Dans un délai de 7 jours, l'exploitant procède au déplacement de l'engrais classé CORROSIF placé à proximité de la cuve de fioul.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 6 : Registre entrée/sortie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/07/1998, article 3.5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Registre entrée/sortie</p> <p>L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.</p> <p>La présence dans les ateliers de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.</p> <p>Objet du contrôle :</p> <p>- présentation du registre tenu à jour.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente un état des stocks daté du 11/02/2026. Il se présente avec le nom commercial du produit et la quantité stocké. L'exploitant n'a pas à disposition un plan pour</p>

indiquer les lieux de stockage des produits.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Dans un délai de 3 mois , l'exploitant complète son état des stocks pour y faire figurer la nature des produits dangereux (rubriques ICPE). L'exploitant établit un plan général des stockages.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois